



La Suisse à la veille des élections – la politique économique au top

L'assemblée annuelle 2015 d'eonomiesuisse s'est intéressée aux élections fédérales et aux défis de la prochaine législature. « La mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » est décisive pour l'emploi et pour les décisions d'investissement en Suisse », a déclaré le président Heinz Karrer. La présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga a pour sa part souligné qu'isolement en politique extérieure et participation économique au marché de l'UE étaient inconciliables. Aymo Brunetti, orateur invité, a fait un parallèle entre la situation économique actuelle et celle qui précédait les années 1990, quand, malgré des signaux clairs, les décideurs avaient omis d'engager des réformes importantes.

Live-Feed sur Periscope!

Les entreprises exportatrices ressentent toujours l'onde de choc provoquée par la levée du cours plan-cher avec l'euro et l'introduction de taux d'intérêt négatifs. Il est même probable que cette onde de choc s'amplifiera au cours des mois à venir. Si on considère le commerce extérieur et d'autres indicateurs, il ne fait pas de doute que la Suisse va au-devant d'adaptations douloureuses. « Dans ces conditions, on s'étonne quand même que le monde politique à Berne, pourtant conscient de la situation, poursuive imperturbablement sur sa lancée plutôt que de veiller à ne pas péjorer davantage les conditions-cadre de l'économie », a estimé Heinz Karrer, président d'eonomiesuisse.

Clarifier les relations avec l'Europe

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse », la Suisse se trouve dans une situation difficile pour négocier avec l'UE, selon Heinz Karrer. En raison de la clause guillotine liant les accords bilatéraux I, c'est non seulement la libre circulation des personnes, mais également toute l'intégration au marché de l'UE qui se trouve menacée. Les milieux économiques ont présenté une solution, la clause de sauvegarde, qui limite les risques économiques et préserve autant que possible les chances d'une percée dans les négociations avec l'UE. Cela dit, le maintien des accords bilatéraux ne dépend pas uniquement de la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse ». L'UE con-ditionne, par exemple, la recherche d'une solution en ce qui concerne la libre circulation des personnes et l'extension de l'accès au marché intérieur de l'UE à des négociations sur un accord-cadre institutionnel. Outre ces variables de politique extérieure, sur lesquelles l'économie peut travailler, les milieux économiques sont conscients de la contribution qu'ils peuvent apporter à une meilleure utilisation du potentiel de la main-d'œuvre indigène. Nous poursuivons donc avec le même engagement l'initiative « Avenir du marché du travail suisse » lancée conjointement avec l'Union patronale suisse en janvier, dans le but d'améliorer le taux d'activité des personnes âgées, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

Le danger de l'autosatisfaction économique

Aymo Brunetti, professeur au Département d'économie politique à l'Université de Berne et orateur invité, est revenu sur le parcours de la Suisse et a évoqué les perspectives qui s'offrent à elle. L'économie suisse se porte très bien aujourd'hui. Elle comporte le risque de l'autosatisfaction, comme celle qui pré-valait à l'approche des années 1990. Malgré des signaux clairs, les décideurs de l'époque avaient omis d'engager des réformes importantes. Et au moment où ce fut fait, les coûts qui en résultèrent furent inutilement élevés en raison de l'effondrement de l'économie. Aujourd'hui, des signaux clairs sont visibles sur des thématiques semblables : les accords bilatéraux avec l'UE sont en danger, les lacunes de financement des assurances sociales, et donc un risque d'évolution incontrôlée des déficits, sont prévisibles et le franc est nettement surévalué. « Les milieux politiques devraient prendre ces signaux au sérieux et non attendre que la situation se détériore fortement », a averti Aymo Brunetti. La prochaine législature devrait s'occuper en priorité de consolider la voie bilatérale et d'adapter l'âge de la retraite à l'évolution démographique.

Participation économique et isolement en matière de politique extérieure

Dans son message au nom du Conseil fédéral, Simonetta Sommaruga, présidente de la Confédération, a évoqué la relation entre la Suisse et l'UE. Depuis l'acceptation de l'initiative « contre l'immigration de masse », en février 2014, on perçoit une grande incertitude : « La relation entre la Suisse et l'UE est mise à l'épreuve. Clarifier cette relation est peut-être la principale tâche politique de ces prochaines années », a déclaré Simonetta Sommaruga. Le fait est que la Suisse a de nombreux dossiers en cours avec l'UE. Une chose doit être claire : « L'isolement en matière de politique extérieure et la participation économique au

marché de l'UE sont deux choses inconciliables. Soit nous nous replions sur nous-mêmes, soit nous faisons partie de l'espace économique européen. Prétendre que les deux sont possibles simultanément, c'est tromper la population. »

En lien avec les grands thèmes politiques que sont la stratégie énergétique 2050, l'échange automatique de renseignements en matière fiscale ou le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération, la présidente de la Confédération a déclaré : « Je compte sur la contribution de l'économie lorsqu'il s'agit de lancer des projets de réforme porteurs. » Car, « dans une démocratie directe, tous les acteurs doivent être prêts à tendre la main au bon moment pour parvenir à un compromis. »

Les attentes à l'égard de la prochaine législature ont également suscité un vif débat entre Thomas Aeschi, conseiller national UDC, Prisca Birrer-Heimo, conseillère nationale PS, Andrea Caroni, conseiller national PLR, Christoph Franz, président du conseil d'administration de Roche Holding SA, Eva Jaisli, CEO de PB Swiss Tools AG, et Elisabeth Schneider-Schneiter, conseillère nationale PDC.

Des images de la manifestation seront publiées au fur et à mesure sous <http://www.economiesuisse.ch/gallery>.